

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

27 JUIN 2022

ecofi Actifs pour le futur

Olivier GUILLOU
Directeur de la gestion

Accalmie... durable ?

Après plusieurs semaines de correction, les marchés ont repris pied grâce à une stabilisation des taux souverains, qui a soulagé la pression baissière sur les marchés actions, avec probablement des rachats de positions vendeuses ou des achats à bon compte. Ce mouvement a été aidé par la poursuite de la baisse (certes modeste) des prix de l'énergie et du prix des métaux (significative) qui, si elles se confirmaient, permettraient de redessiner la trajectoire de reflux de l'inflation pour 2023 et 2024.

Les inquiétudes sur la croissance mondiale ont influé sur les anticipations de hausse des taux des principales banques centrales. Pour autant, comme l'a indiqué le président de la Fed, et même si les risques de récession ne sont pas négligeables et tendent à augmenter, il n'y a pas d'autre issue que de combattre l'inflation vite et fort. Les hausses de taux ne vont donc pas cesser même si le débat porte sur le niveau terminal. D'ailleurs, le durcissement des conditions monétaires et financières aux Etats-Unis commence à produire des effets visibles sur le ralentissement de l'activité (notamment immobilier).

En Europe (continentale et Royaume-Uni), les indicateurs, hormis l'emploi, restent déprimés notamment sur les indices de confiance des consommateurs. La hausse de l'inflation se poursuit (la dernière publication en Eurozone est ressortie à 8,1% pour l'indice headline et 3,8% pour l'indice core. Avec un revenu réel en berne, grevé par la hausse du prix des dépenses contraintes, la problématique du pouvoir d'achat est un enjeu majeur de stabilité sociale sur le continent, au même titre que les approvisionnements énergétiques, au moment où la Russie diminue ses livraisons et met l'Allemagne et son industrie en situation d'urgence. C'est d'ailleurs une explication du ralentissement de l'activité mesuré par les indices PMI flash, notamment l'indice composite en Eurozone qui s'établit à 51,9 (vs. 54,8) ; l'indice manufacturier s'établit à 52,0 (vs. 54,6), la composante production étant inférieure au seuil de 50 ; l'indice services s'établit à 52,8 (vs. 56,1).

Ce rebond salutaire des marchés s'explique donc par l'ajustement à la baisse du taux d'équilibre à terme des taux directeurs au regard de la dynamique croissance / inflation et d'une diminution de l'aversion au risque.

Les marchés obligataires ont réagi positivement, notamment sur les taux à 10 ans : le taux allemand est repassé en dessous de 1,5%, le taux français en dessous de 2%, le taux anglais en dessous de 2,5% et le taux italien en dessous de 3,5%. Le taux US a évolué quant à lui dans l'intervalle 3-3,5%.

Les marchés actions ont fortement rebondi, notamment les marchés développés (MSCI World +5,4%), les indices américains et le style croissance (qui a surperformé la value), alors même que les prévisions bénéficiaires tardent à s'ajuster au ralentissement économique.

Il est à noter que la Russie a fait défaut sur sa dette extérieure ; retour à 1918...

#ÉCO



LES INQUIÉTUDES SUR LA CROISSANCE MONDIALE ONT INFLUÉ SUR LES ANTICIPATIONS DE HAUSSE DES TAUX DES PRINCIPALES BANQUES CENTRALES.



**RETROUVEZ
LE MARCHÉ DU
LUNDI ISR EN
PAGE SUIVANTE**

Source : Ecofi, au 24 juin 2022 - Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

27 JUIN 2022

ecofi Actifs pour le futur

François LETT

Directeur du département éthique et solidaire

Quels enseignements tirer du dernier rapport de l'AIE sur les investissements énergétiques ?

Selon le nouveau rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les investissements mondiaux dans le secteur de l'énergie devraient augmenter de 8% en 2022 pour atteindre 2 400 milliards de dollars, la hausse prévue se concentrant principalement sur les énergies propres.

Selon l'AIE, la croissance la plus forte des investissements énergétiques émane du secteur de l'électricité, principalement des énergies renouvelables, des réseaux et de l'efficacité énergétique. L'augmentation des dépenses en énergies propres n'est toutefois pas répartie de manière homogène, la plupart d'entre elles se réalisant dans les économies avancées et en Chine. De plus, dans certains pays, les préoccupations en matière de sécurité énergétique et les prix élevés incitent à investir davantage dans l'approvisionnement en combustibles fossiles, plus particulièrement dans le charbon.

Les investissements en énergies propres n'ont augmenté que de 2% par an au cours des cinq années qui ont suivi la signature de l'Accord de Paris en 2015. Mais, depuis 2020, le rythme de croissance s'est nettement accéléré pour atteindre 12%.

Cependant, malgré quelques développements remarquables, comme le solaire en Inde, les dépenses en énergies propres dans les économies en développement (hors Chine) restent bloquées au niveau de 2015, sans augmentation depuis la conclusion de l'Accord de Paris. Les fonds publics destinés à soutenir une reprise durable sont rares, les perspectives économiques s'assombrissent et les coûts d'emprunt augmentent.

Une autre alerte provient de l'augmentation de 10% des investissements dans l'approvisionnement en charbon en 2021, tirée par les économies émergentes d'Asie, avec une progression similaire probable en 2022. Bien que la Chine se soit engagée à ne plus construire de centrales électriques au charbon à l'étranger, une quantité importante de celles-ci est mise en production chaque mois en Chine.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a entraîné une hausse des prix de l'énergie pour de nombreux consommateurs et entreprises dans le monde. Certaines restrictions immédiates des exportations russes doivent être comblées par des sources alternatives, comme le gaz naturel, et de nouvelles infrastructures de gaz naturel liquéfié pourraient également être nécessaires pour faciliter la diversification de l'approvisionnement en dehors de la Russie.

Dans l'ensemble, les dépenses pétrolières et gazières actuelles se trouvent coincées entre deux visions de l'avenir : trop élevées pour une trajectoire alignée sur la limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C, mais pas assez pour satisfaire la demande croissante dans un scénario où les gouvernements se défausseraient du sujet climatique.

Les prix élevés actuels des combustibles fossiles pénalisent de nombreuses économies mais génèrent parallèlement une manne sans précédent pour les producteurs de pétrole et de gaz. Les revenus de ce secteur devraient atteindre 4 000 milliards de dollars dans le monde en 2022, soit plus du double de leur moyenne sur cinq ans.

Ces gains exceptionnels offrent aux économies productrices de pétrole et de gaz une occasion unique de financer la transformation indispensable de leurs économies, et aux grandes entreprises pétrolières et gazières de diversifier leurs investissements. Malheureusement, les apports dans les énergies propres ne représentent qu'environ 5% des dépenses totales d'investissement de ces dernières, même si ce chiffre n'était que de 1% en 2019.

Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

#ISR



LES INVESTISSEMENTS EN ÉNERGIES PROPRES N'ONT AUGMENTÉ QUE DE 2 % PAR AN AU COURS DES CINQ ANNÉES QUI ONT SUIVI LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE PARIS EN 2015. MAIS DEPUIS 2020, LE RYTHME DE CROISSANCE S'EST NETTEMENT ACCÉLÉRÉ POUR ATTEINDRE 12 %.



[Preuve #3]

A l'occasion de ses 50 ans, Ecofi apporte, pour chaque objectif, les preuves de ses engagements hier, aujourd'hui et demain.

Objectif #2 : Contribuer à répondre aux besoins financiers de l'Economie Sociale et Solidaire.

Une vidéo de 40 secondes engagée !

VOIR LA VIDÉO >>